

**Etablissement Public Territorial  
PARIS TERRES D'ENVOL**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

Siège  
BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE – 93600 AULNAY-SOUS-BOIS  
(Seine Saint-Denis)

Nombre de Membres en exercice : 72

**DECISION DU PRESIDENT**

**DU 21 JANVIER 2016**

Le Président certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent acte  
Conformément à l'article L2131-1 du CGCT

L'AN DEUX MILLE SEIZE, LE VINGT ET UN JANVIER  
L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PARIS TERRES D'ENVOL  
A AULNAY-SOUS-BOIS, BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE

**N°12 – FINANCES – CREATION DE LA REGIE DE RECETTES DU GUICHET UNIQUE POUR LES ACTIVITES DE LA RESTAURATION COLLECTIVE ET DU CONSERVATOIRE DE DUGNY**

**Le Président,**

**Vu** l'article L.5219-2, dans sa rédaction résultant de l'article 59 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

**Vu** le décret n°2015-1660 du 11 Décembre 2015 fixant le périmètre de l'établissement public territorial «Paris Terres d'Envol»,

**Vu** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales permettant à l'assemblée délibérante de déléguer une partie de ses attributions au Président,

**Vu** la délibération de l'établissement public territorial « Paris Terres d'Envol » en date du 11 janvier 2016 par laquelle le conseil territorial a délégué ledit jour, à son Président, et pour la durée de son mandat, une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions pour créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services du territoire,

**Vu** le décret N° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et notamment son article 22,

**Vu** le décret N° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret N°66-850 du 15 Novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

**Vu** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,

**Vu** l'arrêté ministériel en date du 3 Septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des établissements publics nationaux et au montant du cautionnement imposé à ces agents,

**Vu** l'instruction codificatrice N° 06-031-A-B-M en date du 21 Avril 2006 définissant les dispositions concernant les régies de recettes, les régies d'avances et les régies de recettes et d'avances des collectivités et établissements publics locaux,

**Vu** l'avis conforme de Madame le comptable public assignataire de l'établissement public territorial «Paris Terres d'Envol» en date du 20 janvier 2016

**Considérant** qu'il convient de créer une régie de recettes pour les activités de la restauration collective et du conservatoire de Dugny.

**Considérant** que les recettes susmentionnées seront encaissées selon un principe de Guichet Unique.

**DÉCIDE**

**Article 1** A compter du 21 janvier 2016, il est institué une régie de recettes de la restauration collective et du conservatoire à Dugny.

Accusé de réception en préfecture  
0937200023448-20160121-12-21-01  
-2016-AU  
Date de télétransmission :  
26/01/2016

- Article 2** Cette régie est installée au service Guichet Unique sis à l'espace Victor Hugo à Dugny.
- Article 3** La régie encaissera en ce qui concerne la restauration collective :
- Les participations des familles relatives aux repas, goûters dans les centres de loisirs «maternelles» et «élémentaires»,
  - Les participations des familles relatives à la restauration collective des écoles.
- La régie encaissera en ce qui concerne le conservatoire :
- Les droits d'inscription au conservatoire,
  - Les droits de participation aux ateliers du conservatoire,
  - Les droits de location pour le prêt d'instruments de musique.
- Article 4** Les recettes désignées à l'article 3 seront encaissées selon les modes de recouvrement suivants :
- Chèques,
  - Espèces (dans la limite de 300 € par opération),
  - Cartes bancaires,
  - Prélèvements.
- Article 5** Les recettes issues de la restauration collective et du conservatoire de Dugny devront être clairement identifiées dans la gestion de la régie de recettes du Guichet Unique à Dugny. A cet égard, chaque opération donnera lieu à une lecture analytique sur le plan comptable.
- Article 6** Le régisseur est autorisé à ouvrir un compte de dépôts de fonds auprès du Trésor Public destiné à recevoir les paiements par carte bancaire et chèque.
- Article 7** Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 33.000 euros dont 8.000 euros en numéraire.
- Article 8** Un fonds de caisse d'un montant de 300 euros est mis à disposition du régisseur.
- Article 9** Le régisseur et ses mandataires suppléants seront nommés par arrêté du Président, sur avis conforme du comptable public assignataire.
- Article 10** Le régisseur est tenu de verser au comptable public le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 7 et au minimum une fois tous les mois.
- Article 11** Le régisseur verse auprès du comptable public la totalité des justificatifs des opérations de recettes, tous les mois, et en tout état de cause, le 31 décembre de chaque année, lors de sa cessation de fonctions ou de son remplacement par le mandataire suppléant.
- Article 12** Le régisseur titulaire sera assujéti, après avis conforme du comptable public assignataire, à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.
- Article 13** Le régisseur percevra, après avis conforme du comptable public assignataire, une indemnité annuelle de responsabilité dont le montant est précisé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.
- Article 14** Le Président et le comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.
- Article 15** Ampliation de la présente décision sera adressé à :
- Monsieur le Préfet de la Seine-Saint-Denis,
  - Madame le comptable public assignataire de l'Etablissement Public Territorial «Paris Terres d'Envol».
- Article 16** Il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil de Territoire

Pour extrait conforme

Le Président  
Bruno BESCHIZZA

Accusé de réception en préfecture  
093-200023448-20160121-12-21-01  
-2016-AU  
Date de télétransmission :  
26/01/2016